



535^{ème} OPERATION D'ASSAINISSEMENT

**EXPLOITATION DES STATIONS D'EPURATION
DES EAUX USEES SISE A L'ISLE-ADAM, CHAMPAGNE
SUR OISE ET PRESLES -
LE TRAITEMENT ET ELIMINATION DES BOUES
DES STATIONS D'EPURATION (3 POSTES DE RELEVEMENT)**

Cahier des Clauses Techniques Particulières

**STEU CHAMPAGNE-SUR-OISE ET POSTES DE
RELEVEMENT – TRANCHE OPTIONNELLE 1**



ACTEON
201 rue de Chambly
95340 RONQUEROLLES
Tél : 06 80 16 45 94
Email : bet.acteon@wanadoo.fr

Pièce N° :

Chapitre 1. – Principes généraux⁴

ARTICLE 1 -	DISPOSITIONS GENERALES	4
ARTICLE 2 -	PERIMETRE DU MARCHE	5
ARTICLE 3 -	PATRIMOINE OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 4 -	PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS PAR LE TITULAIRE	9
ARTICLE 5 -	CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS	10
ARTICLE 6 -	CONSTATS DU SERVICE DES TIERS	10
ARTICLE 7 -	REGIME DU PERSONNEL	10

Chapitre 2. – Prestations forfaitaires

12

ARTICLE 8 -	GESTION DE LA STATION D'EPURATION	12
ARTICLE 9 -	GESTION DES POSTES DE REFOULEMENT ET CHAMBRE DE DESSABLEMENT	19
ARTICLE 10 -	ACCOMPAGNEMENT A LA GESTION DU SERVICE PUBLIC	22

Chapitre 3. – Prestations unitaires

25

ARTICLE 11 -	ALIMENTATION EN ENERGIE ELECTRIQUE	25
ARTICLE 12 -	ALIMENTATION EN REACTIFS	25
ARTICLE 13 -	TRANSPORT ET VALORISATION DES BOUES	25
ARTICLE 14 -	CURAGE DES RESEAUX	25
ARTICLE 15 -	CURAGE D'AVALOIRS, GRILLES, GRILLE-AVALOIRS	26
ARTICLE 16 -	CURAGE DU DERVERSOIR D'ORAGE	27
ARTICLE 17 -	ENTRETIEN DES OUVRAGES DE DEBOUCHE	27

ARTICLE 18 - ITV DES RESEAUX	28
ARTICLE 19 - INTERVENTION EN URGENCE POUR DESENGORGEMENT DE COLLECTEUR	29
CHAPITRE 4. – AUTRES DISPOSITIONS.....	30
ARTICLE 20 - CAS DE FORCE MAJEUR.....	30
ARTICLE 21 - EXCLUSION DU BENEFICE DU CAS DE FORCE MAJEURE.....	30
ARTICLE 22 - DOCUMENTATION TECHNIQUE DES SERVICES.....	30
ARTICLE 23 - ANNEXES	31

Chapitre 1. – Principes généraux

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GENERALES

a. Objet du marché

Le présent marché de la 535^{ème} opération du Syndicat Intercommunal d'Assainissement de Parmain – l'Isle-Adam a pour objet :

Tranche optionnelle n°1 : L'exploitation de la station d'épuration des eaux usées sise à CHAMPAGNE SUR OISE le traitement et l'élimination des boues de la station d'épuration – 3 postes de relèvement EP et un poste eaux usées

L'exploitation de la station d'épuration ainsi que la transformation des boues jusqu'à leur valorisation ou leur élimination, y compris leur transport éventuel en centre de traitement agréé par la préfecture seront réalisés conformément aux clauses des articles suivant.

- L'exploitation, l'entretien, la surveillance et la maintenance de la station d'épuration de la commune de Champagne-sur-Oise (boues activées, 7 000 EH), y compris le traitement, l'évacuation des boues et leur compostage sur une plateforme spécialisée
- La supervision 7j/7, 24h/24 des sites télégrées, la gestion des alarmes et les interventions éventuelles occasionnées
- Le reporting des indicateurs techniques et financiers du service à la Commune et auprès des institutions compétentes (SISPEA, primes d'épuration, etc.), la veille réglementaire, l'accompagnement de la Commune pour l'amélioration et la pérennisation du service communal
- La mise en œuvre d'un outil de suivi des données du service

b. Prestations confiées au Titulaire

Le marché comprend une majorité de prestations forfaitaires récurrentes ainsi que des prestations ponctuelles complémentaires déclenchées sur bon de commande.

D'une manière générale, le titulaire est en tout état de cause pleinement responsable des dommages occasionnés pendant l'exécution de ses interventions, de tous les accidents impliquant ses employés, ainsi que des conséquences pour des tiers ou des biens. Il souscrit à cet effet les contrats d'assurance nécessaires.

Les catégories de prestations sont définies ci-après :

- Prestations forfaitaires relevant de l'exploitation courante :
Les prestations relevant de cette catégorie sont exécutées tout au long du marché par le titulaire, auquel il appartient de déterminer le nombre et la fréquence des interventions correspondantes, d'en planifier l'exécution et de mobiliser à tout moment un personnel compétent, qualifié et en nombre suffisant, pourvu des moyens matériels appropriés. Dans cette logique, la rémunération de l'ensemble de ces tâches, qui sont recensées au présent CCTP, est forfaitaire.
- Prestations complémentaires hors forfait (à la commande) :
La Maîtrise d'Ouvrage peut être amenée à confier au titulaire des prestations complémentaires, faisant l'objet d'une rémunération spécifique en complément du forfait mentionné ci-dessus. La quantité de ces prestations, qui sont recensées au présent CCTP, ne peut être définie à l'avance et

font l'objet au marché d'un prévisionnel quantitatif indicatif ; elles feront donc l'objet de bons de commande au gré des besoins.

L'exploitation du système d'assainissement de la Maitrise d'Ouvrage comprend :

- L'ensemble des postes (eaux usées, eaux pluviales, unitaires) ;
- La station d'épuration existante, à boues activées, de capacité nominale de 7000 EH ;
- Le transport et le compostage des boues issues de la station d'épuration.

La Maitrise d'Ouvrage conserve un droit d'accès permanent aux ouvrages mis à la disposition du Titulaire ainsi que le contrôle des résultats d'exploitation et doit obtenir de celui-ci tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Le Titulaire, responsable de la collecte, du transport et du traitement des effluents, de l'élimination des sous-produits issus de l'exploitation, de la maintenance des installations et équipements pour tous les ouvrages, et de l'évacuation et du traitement des boues, exerce cette responsabilité conformément au présent CCTP, aux règles de l'art, et à la réglementation en vigueur, notamment à l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif (ci-après dénommé « arrêté du 21 juillet 2015 »), dans le souci de garantir la conservation du patrimoine qui lui est confié, les droits des tiers et la qualité de l'environnement.

Il prend dans ce but, toutes les dispositions nécessaires, notamment en matière de permanence des personnels d'exploitation et de stock de pièces de rechange, pour limiter au strict minimum le délai de remise en service des ouvrages, de machines ou d'équipements dont l'arrêt ou le fonctionnement partiel réduirait les performances initiales du système d'assainissement.

Le Titulaire assurera également l'entretien des espaces verts dans le respect de la politique zéro phytosanitaire imposée aux personnes publiques par la loi (loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national codifiée sur ce point précis à l'article L253-7 du Code rural et de la pêche maritime).

Pour le suivi, le reporting et la traçabilité de toutes les interventions et événements survenus sur le service d'assainissement collectif, le Titulaire met en œuvre un outil de partage en « temps réel » des données du service.

ARTICLE 2 - PERIMETRE DU MARCHE

Le périmètre d'intervention comprend l'exploitation de tous les ouvrages et de traitement d'eaux usées située sur la commune de Champagne-sur-Oise.

ARTICLE 3 - PATRIMOINE OBJET DU MARCHE

Le Patrimoine du service est présenté ci-après.

Les données techniques d'exploitation du service sont consultables au travers des rapports techniques d'exploitation du service, annexés à la consultation.

a. Le système de transport et de collecte : les postes et réseaux

Les plans de réseaux détaillés du service seront transmis au Titulaire (format Shape). Le plan de réseau général du service d'assainissement est présenté ci-après :



Le linéaire de réseau à exploiter est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

RÉSEAU D'EAU PLUVIALE		10 009 m
RÉSEAU SÉPARATIF EAUX USÉES	Total	10 838 m
	Dont gravitaire	10 380 m
	Dont refoulement	458 m
RÉSEAU UNITAIRE	Dont gravitaire	8 904 m
Total		29 752 m

Les postes à exploiter et leurs statuts relatifs à l'auto surveillance sont précisés ci-après (les fiches détaillées des équipements sont annexées au MAS joint à la consultation) :

Postes de Relèvement	Charge (en Kg DBO ₅ /j)	Coordonnées Lambert93
PR RUE DES BASSES COUTURES (PLUVIALES)	< 120	x=644923,12 ; y=6893554,42
PR ZAC PARADIS	≥ 120	x=645467,05 ; y=6893566,13

PR RUE DU CHEMIN VERT	< 120	x=645094.68 ; y=6893584.18
-----------------------	-------	-------------------------------

Le service d'assainissement comporte un unique déversoir d'orage A2 (DO Gare) sur le réseau équipé au titre de l'auto surveillance (>120 kg DBO₅/j) d'un dispositif de télésurveillance (SOFREL LT-US et capteur de surverse SOFREL CSV).

Le point A2 sera géré dans le cadre de la 535^{ème} opération par le prestataire retenu. Il devra assurer l'entretien, le rapatriement des données et effectuer les mesures mensuelles demandées suivant la loi COACH par l'AESN. Le prestataire devra réaliser la pose et dépose d'un préleveur automatique et analyse échantillons dans un

laboratoire COFRAC par temps de pluie au moins une fois par an.

Le prestataire devra réaliser la pose et dépose d'un préleveur automatique et analyse échantillons dans un laboratoire COFRAC par temps sec dès le déclenchement d'un débordement au point A2.

Il devra assurer l'entretien et le contrôle réglementaire du préleveur automatique

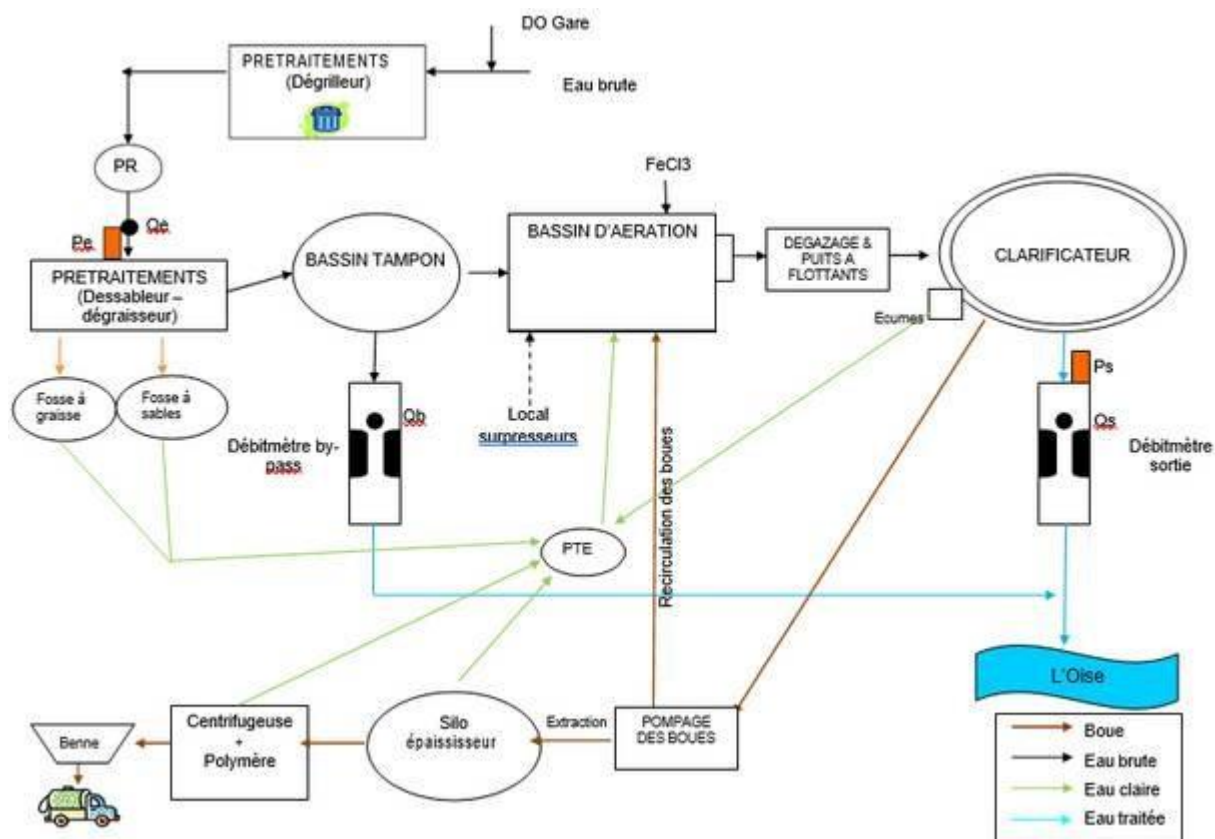
4 ouvrages de débouché dans l'Oise sont recensés sur le service :

- 3 qui récupèrent uniquement des réseaux d'eaux pluviales ;
- 1 qui récupère le bypass et les eaux usées traitées de la station, et le trop-plein du déversoir d'orage.

Pour l'établissement des bilans prévisionnels d'exploitation, les rapports techniques de l'exploitant sont fournis en Annexe.

b. La station d'épuration

L'épuration s'effectue de façon biologique par boues activées et la déshydratation des boues se fait depuis fin 2012 sur centrifugeuse après injection de polymère :



La filière EAU comprend notamment :

- Le poste de relevage : Les effluents arrivent dans un poste de relèvement équipé d'un dégrilleur automatique avec pince mécanique et compactage-ensachage ; et de 2 pompes de 100 m³/h.
- Le bassin d'orage :
 - o Diamètre = 12 m
 - o Volume = 400 m³
- Le prétraitement :

- Un dessableur (V= 3 m3)
- Un dégraisseur Aeroflot
- Le bassin de traitement biologique :
 - Le bassin biologique est composé d'une zone d'anoxie de 250 à 400 m3 et d'une zone d'aérobie de 853 à 1365 m3 contenant 3 surpresseurs fonctionnant sur horloge ou sondes.
 - Traitement physico- chimique du phosphore par ajout de chlorure ferrique.
- Le clarificateur :
 - Diamètre = 18 m
 - Surface = 254 m²
- La recirculation des boues :
 - La recirculation est assurée par 2 pompes immergées de 90 m3/h, du clarificateur vers le canal d'entrée.
 - Taux de recirculation : $r = Q \text{ boues recirculées} / Q \text{ eaux brutes}$
- Le canal de comptage :
 - Le canal de comptage en sortie de la station est équipé d'un déversoir rectangulaire ainsi que d'un débitmètre de type ENDRESS HAUSER avec une sonde à ultrasons.
 - Le canal de comptage en sortie de la station pour la mesure du débit by-passé comprend un Venturi AQUALYSE AV 250 ainsi qu'un transmetteur AQUALYSE type MACH 3D avec une sonde à ultrasons

La filière BOUES comprend notamment :

- Un Silo de stockage de 127 m³
- Traitement sur centrifugeuse ANDRITZ D2LLC30CHP
- Une Benne de 10 tonnes

La station d'épuration comprend également :

- local d'exploitation,
- deux préleveurs réfrigérés ENDRESS HAUSER ASP-Station 2000 Monoflacon 30 L (eaux brutes, sortie d'eau traitée)
- un groupe électrogène.

Le Titulaire assurera également l'entretien des voiries, des réseaux divers, ainsi que du collecteur de rejet jusqu'à son extrémité.

ARTICLE 4 - PRISE EN CHARGE DES INSTALLATIONS PAR LE TITULAIRE

Dès la date de prise d'effet du présent marché, le Titulaire prend en charge les installations et ouvrages des réseaux, postes et stations telles qu'ils sont définis dans l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens annexés au présent CCTP, et devient seul responsable de leur exploitation, de leur entretien, de leur maintenance, de leur sécurité et des conséquences de celle-ci dans le cadre des dispositions du présent CCTP et de la législation en vigueur.

Le Titulaire prend en charge les ouvrages dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exprimer aucune réclamation contre la Maitrise d'Ouvrage ni pouvoir invoquer, à aucun moment, l'état et la disposition des dits biens pour se soustraire aux obligations du marché, sauf en cas de vice caché.

La Maitrise d'Ouvrage communiquera au Titulaire tous les plans (format Shape) et dossiers techniques en sa possession.

Les ouvrages remis au Titulaire par la Maitrise d'Ouvrage dans le cadre du marché d'exploitation font l'objet d'un inventaire descriptif qualitatif et quantitatif contradictoire, dans les deux mois suivant la notification, sur la base de l'inventaire remis par la Maitrise d'Ouvrage dans le dossier de la consultation.

Un état contradictoire, entre le Titulaire et la Maitrise d'Ouvrage, de l'état des stocks de pièces, de l'outillage, du laboratoire, du mobilier, des produits chimiques et des réactifs (niveaux dans les cuves) mis à disposition du Titulaire sera dressé dès la prise du présent marché.

Le Titulaire a, à sa charge, la maintenance des installations en assurant à l'exception des ouvrages de génie civil, l'entretien des équipements et ouvrages afin de garantir les performances et capacités. Il assure la collecte, le transport et le traitement des effluents du territoire, l'évacuation et le compostage des boues produites ainsi que l'évacuation et le traitement des sous-produits et déchets.

Pour atteindre les objectifs qui lui sont fixés par le présent CCTP, le Titulaire s'engage à employer en nombre suffisant du personnel qualifié, connaissant parfaitement les technologies utilisées et l'exploitation de ce type d'installations. Il fait son affaire de toutes fournitures et travaux de maintenance nécessaires au maintien, en permanence, des capacités nominales de fonctionnement de chacun des ouvrages.

Pendant la durée d'exécution du marché d'exploitation, en cas de modification éventuelle des ouvrages ou équipements, notamment lors d'opérations de renouvellement, le Titulaire aura à sa charge la mise à jour des pièces écrites dont dispose la Maitrise d'Ouvrage, les concernant :

- Plans de récolement des ouvrages ;
- Notices et documentation technique des fournisseurs ;
- Notices d'entretien des différents matériels comportant le détail des pièces de rechange ;
- Notices d'exploitation ;
- Inventaire des ouvrages.

Les modifications des installations feront l'objet d'un procès-verbal signé des deux parties, accompagné du dossier des ouvrages concernés.

Le Titulaire est tenu de garantir, à ses frais, les installations et matériels mis à sa disposition par la Maitrise d'Ouvrage, la sécurité des biens et des tiers afin qu'en aucune circonstance la responsabilité de la Maitrise d'Ouvrage ne puisse être recherchée.

S'il y a lieu, un avenant au présent marché contractualisera cette extension ou modification des ouvrages à exploiter, tenant compte des économies d'échelle et/ou des coûts supplémentaires, conformément aux textes relatifs à la commande publique.

Le Titulaire dispose d'un droit de regard sur les travaux effectués sur les ouvrages dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels il donne son avis.

Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, le Titulaire devra le signaler à la Maitrise d'Ouvrage, par écrit, dans un délai de huit (8) jours.

Tous les plans et documents du service sont propriété de la Maitrise d'Ouvrage. Lorsqu'il effectue des modifications sur les installations, le Titulaire transmet à la Maitrise d'Ouvrage les fiches modificatives et les plans de récolement s'il y a lieu. La totalité des documents, à jour de toute modification, étant à lui remettre en fin de marché.

ARTICLE 5 - CONNAISSANCE DES INSTALLATIONS

Le Titulaire déclare bien connaître les installations à exploiter ainsi que les procédés employés pour satisfaire aux obligations de résultats.

Le Titulaire est réputé s'être rendu compte sur site de l'importance et de la nature des ouvrages et équipements à exploiter et de toutes les difficultés liées à leurs exploitations.

Les renseignements donnés dans les pièces du dossier de consultation pour l'ensemble des ouvrages existants, ne constituent que des éléments d'information que le Titulaire vérifie sur site, le cas échéant.

ARTICLE 6 - CONSTATS DU SERVICE DES TIERS

A la date d'effet du présent marché, le Titulaire reprendra toutes les obligations contractées par la Collectivité pour la gestion du service que celle-ci lui aura fait connaître avant cette date.

Tous les contrats passés par le Titulaire avec des tiers et nécessaires à la continuité du service devront comporter une clause réservant expressément à la Collectivité la faculté de se substituer au Titulaire dans le cas où il serait mis fin au marché.

Les contrats de sous-traitances conclus par le Titulaire, pour les besoins de l'exploitation du système d'assainissement, sont soumis aux dispositions du CCAP.

ARTICLE 7 - REGIME DU PERSONNEL

a. Statut du personnel

Les prestations sont assurées par le personnel salarié du Titulaire qui détermine les qualifications et effectifs en parfaite adéquation avec les besoins de l'exploitation des installations qui lui sont confiées par la Maitrise d'Ouvrage dans le respect du Code du Travail et des contraintes de sécurité fixées au présent CCTP.

En application de l'Article L1224-1 du Code du Travail, le Titulaire a l'obligation de recruter tout le personnel antérieurement affecté en exclusivité à l'exploitation du système d'assainissement de la Maitrise d'Ouvrage, et qui postule.

Dans le cas d'espèce, aucun personnel de l'exploitant actuel ne remplit les trois conditions cumulatives définies par les textes et la jurisprudence.

Un organigramme nominatif du personnel précisant les qualifications et le taux d'affectation (temps plein, temps partiel) pour l'exploitation et la coordination sera remis à la Maitrise d'Ouvrage dans les deux mois suivant la notification.

Cet organigramme sera mis à jour et remis à la Maitrise d'Ouvrage lors de chaque modification.

Les profils des personnels, notamment du personnel encadrant, choisis par le Titulaire seront présentés à l'Exécutif de la Maitrise d'Ouvrage avant leur affectation définitive sur le site. Ce dernier se réserve la possibilité de faire connaître ses remarques au Titulaire.

Ce droit est strictement limité à l'évaluation et l'adéquation du personnel en rapport avec les exigences de l'exploitation.

Le Titulaire sera tenu d'avoir un service de permanence pouvant être alerté de nuit comme de jour et averti de toute anomalie venant à se produire sur les installations. Il organise un service d'astreinte du personnel de façon à limiter le délai de remise en état des installations dont l'arrêt ou le fonctionnement partiel réduirait les performances initiales des ouvrages (24h/24 ; 7 jours/7).

b. Conditions de travail du personnel du Titulaire

Le Titulaire doit se conformer au Code du Travail et à la législation en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité. Les frais de contrôles périodiques des installations, par des organismes spécialisés et agréés qui découlent de la législation, sont à la charge du Titulaire.

Tout en privilégiant les protections collectives, les travailleurs disposeront d'un équipement individuel de sécurité (casque, gants étanches, harnais de sécurité et corde, vêtement individuel de protection, détecteurs gaz...) et des habilitations nécessaires à leur interventions. Les fournitures des équipements de sécurité, les vêtements de travail, l'outillage sont à la charge du Titulaire.

Afin de s'assurer que les travailleurs disposent des habilitations et formations nécessaires à leurs interventions, le Titulaire communiquera la liste des habilitations de son personnel à la Maitrise d'Ouvrage. Celle-ci comportera les dates de recyclage des diverses habilitations et formations et sera dûment mise à

jour.

Les exploitants de la STEU de l'Isle Adam pourront être mobilisés pour exploiter la STEU de Champagne-sur-Oise.

Chapitre 2. – Prestations forfaitaires

ARTICLE 8 - GESTION DE LA STATION D'EPURATION

a. Principes généraux

Le Titulaire assure la gestion technique complète de la station d'épuration et notamment :

- La mise en œuvre de l'ensemble des dispositions nécessaire au respect des garanties de résultat de la STEP
- L'entretien, la surveillance et l'exploitation courante des ouvrages, le curage des ouvrages
- Les interventions curatives en heures ouvrées
- Les interventions curatives en astreinte que le Titulaire met en place sur la collectivité pour assurer la continuité du service public 7j/7-24h./24
- La mise en œuvre de l'autosurveillance selon MAS
- La maintenance des équipements électromécanique
- Le renouvellement des équipements hydrauliques et électromécaniques, dans la limite des
- La réparation localisée d'ouvrage
- L'exécution des peintures extérieures et intérieures des bâtiments, ouvrages (une fois durant le contrat) et ouvrages métalliques (tous les 2 ans) y compris la préparation du support
- Le contrôle des stocks et approvisionnement en réactifs
- La gestion des boues : stockage sur bennes, transport et compostage des boues en filière agréée
- La gestion des sous-produits (sables, graisses, refus) et leurs traitements en filières agréés
- Les contrôles de conformité réglementaires (électrique, levage, incendie, etc.)
- L'entretien des espaces verts

Le Titulaire prend à sa charge tous les frais inhérents à l'exécution de sa mission et notamment :

- Les dépenses de personnel d'exploitation et d'entretien-maintenance et charges accessoires ;
- Les dépenses de sous-traitance le cas échéant ;
- Les dépenses de téléphones propres à ses besoins ;
- Les dépenses liées à l'informatique ;
- Les dépenses d'approvisionnement en énergie électrique (part fixe, les consommations sont rémunérées sur la base d'un prix unitaire) ;
- Les dépenses de stockage, de transport et de valorisation en filières agréées des sables, graisses et refus de dégrillage ;
- L'entretien du groupe électrogène et des transformateurs ;
- La maintenance de la centrifugeuse selon les prescriptions constructeur ;
- La mise à disposition de bennes pour l'évacuation des sous-produits et des boues ;
- Les fournitures de tous les matériels, pièces de rechange et d'usure, nécessaires à la bonne exécution de sa mission comprenant ;
- L'entretien et la maintenance des niveaux 1, 2 et 3 ;
- Le renouvellement et le gros entretien des niveaux 4 et 5 ;
- Les assurances ;
- L'approvisionnement de petit matériel, d'outillage et de fournitures de bureau ;
- Les frais de contrôles réglementaires, les frais d'analyses ;
- Les frais d'évacuation et de traitement des boues et résidus de prétraitement en filière agréée.

Le Titulaire perçoit une rémunération forfaitaire en contrepartie des prestations mises à sa charge partie fixe et des parties variables indiquées dans le détail quantitatif estimatif. Les parties variables seront rémunérées selon les quantités réellement exécutées.

b. Installations de télégestion/télésurveillance, réception et gestion des alarmes

Le titulaire doit disposer des outils informatiques appropriés afin de pouvoir recevoir, traiter et archiver les données issues de ces installations. Il ne peut modifier les solutions informatiques qu'il utilise sans l'accord préalable explicite de la Maitrise d'Ouvrage. Il assure le paramétrage de ses équipements pour recevoir en temps réel les données produites sur l'ensemble des sites couverts par le présent marché.

Lors du déclenchement d'une alarme, le titulaire intervient dans le délai contractuel, afin notamment d'assurer la continuité du service. Il est alors tenu soit d'effectuer l'entretien et les réparations réalisables sur place si elles relèvent de ses obligations établies par le présent marché, soit d'informer sans délai la Maitrise d'Ouvrage afin qu'elle décide des éventuelles suites à donner.

Cette obligation d'intervention et de compte-rendu s'applique 7j/7, 24h/24.

c. Tournées d'exploitation

Le Titulaire assure en permanence la surveillance de l'état général et du bon fonctionnement des ouvrages visés à l'ARTICLE 3 -

Pour cela, il organise une présence de terrain suffisante pour lui permettre d'exécuter correctement le présent marché, notamment par le biais de visites régulières de la totalité des ouvrages et des sites du service. Il est de sa responsabilité de déterminer la fréquence de ces visites, adaptée selon les sites, de les planifier et de les effectuer. Il adressera un planning de ses interventions, des dates de contrôle réglementaires et de toutes autres interventions sur les ouvrages du SIAPIA au maître d'ouvrage et à son assistant et avant toutes interventions.

S'il constate une dégradation des ouvrages ou un risque que cela se produise, que cela soit dû à l'usage normal des équipements ou à toute cause extérieure (intrusions, vandalisme, etc.), il est tenu à une obligation d'information écrite de la Maitrise d'Ouvrage.

Le Titulaire réalise à sa charge le curage préventif des postes et fosses situés à l'intérieur du périmètre de la station d'épuration 2 fois par an.

d. Maintenance des installations

Tous les équipements hydrauliques, mécaniques, thermiques, électriques, électroniques, informatiques et d'instrumentation, canalisations hors sol et enterrés, sont entretenus en bon état de fonctionnement, conformément aux recommandations des constructeurs, sur la base des notices de maintenance des fabricants de matériels.

Le Titulaire met en œuvre dans ce but une maintenance préventive des matériels permettant de déceler, à l'aide de mesures appropriées à chaque équipement, les usures excessives, pertes de rendement, et autres dégradations avant qu'elles ne provoquent sa défaillance.

DEFINITIONS RELATIVES A LA MAINTENANCE

- ENTRETIEN COURANT

Tous les travaux d'entretien courant de génie civil, ainsi que toutes opérations de maintenance des équipements

hydrauliques, électriques, mécaniques et d'instrumentations de niveaux 1, 2 et 3 au sens de la norme AFNOR X6G10 nécessaires au parfait traitement de l'effluent brut arrivant à la station dans la limite des prévisions initiales de population équivalente ayant servi à la définition des ouvrages d'épuration seront exclusivement à la charge de l'exploitant.

L'exploitant s'engage à assurer à ses frais, conformément aux règles de l'art, la surveillance, le fonctionnement et l'entretien courant de toutes les installations d'épuration de la station depuis le regard sur le collecteur d'amenée des eaux usées situé à l'entrée du terrain de la station jusqu'au point de rejet des eaux épurées, ainsi que le bon entretien général de l'installation, y compris l'entretien des espaces verts, des voiries internes, des bâtiments, portail, portillon et des clôtures.

L'exploitant supporte tous les frais correspondant à cette obligation, soit :

- Energie électrique ;
- Matières consommables (polymères, chlorures d'aluminium, eau) ;
- Produits d'entretien
- Maintenance des équipements hydrauliques, électriques, mécaniques et d'instrumentations de niveau 1, 2 et 3 au sens de la norme AFNOR X6G10 ;
- Le démaillage des toitures à minima 1 fois pendant la durée du contrat
- Analyses et contrôles suivant la réglementation en vigueur à chaque moment du contrat, la main-d'œuvre ;
- Charges générales ;
- Les frais d'acquisition ;
- La mise en peinture de tous les ouvrages et matériel déjà en peinture sur la STEU ;
- L'entretien et la surveillance du matériel mobile nécessaire à l'exploitation, y compris la fourniture des matériels de stockage et de manutention des résidus de dégrillage ;

Les dépenses liées à la maintenance des niveaux 1, 2 et 3 concernent toutes les dépenses de fournitures (composants, pièces de rechange et pièces d'usure), la main-d'œuvre étant assurée par le personnel affecté à la maintenance.

Les dépenses d'entretien du génie-civil et des bâtiments comprennent en particulier l'exécution des peintures extérieures et intérieures des bâtiments, ouvrages (une fois durant le contrat) et ouvrages métalliques (tous les 2 ans) y compris la préparation du support. Ces prestations doivent être réalisées dans les règles de l'art. L'exploitant doit mettre en œuvre notamment toutes dispositions pour éviter toute emprise de la rouille sur les parties métalliques des ouvrages ainsi que l'entretien courant et le nettoyage des ouvrages de génie-civil afin que ceux-ci soient en parfait état de propreté. Dans le cas où l'exploitant ne remplirait pas ces obligations, le S.I.A.P.I.A pourra les faire réaliser par un artisan ou entreprise qualifié, la dépense correspondante sera déduite de la situation trimestrielle suivante présentée par l'exploitant. L'entretien et la surveillance du matériel mobile nécessaire à l'exploitation, y compris la fourniture des matériels de stockage et de manutention des résidus de dégrillage.

Le Titulaire tiendra l'inventaire à jour de toutes les opérations de maintenance effectuées (niveau 1 à 5). Cet inventaire sera transmis à la Maitrise d'Ouvrage dans un délai de deux mois suivant la fin de chaque exercice et sur demande de la Maitrise d'Ouvrage dans un délai d'un mois. Ce compte rendu comprendra le descriptif technique et financier de chaque équipement renouvelé.

GROS ENTRETIEN RENOUVELLEMENT

L'exploitant supporte également les dépenses de maintenance des niveaux 4 et 5 au sens de la norme AFNOR X60-010 des équipements hydrauliques, électriques, mécaniques et d'instrumentations.

En plus et dans la limite d'un montant annuel de vingt mille euros hors taxes (20 000 € H.T) des travaux pourront être entrepris sur la STEU. Ce montant hors taxe s'entend frais généraux et bénéfices compris du prestataire qui en conséquence ne s'appliqueront pas sur les devis des sous-traitants. Ce montant est révisé dans les mêmes conditions que les prix du marché

L'exploitant, en concertation avec l'assistant au maître d'ouvrage et le maître d'ouvrage établira, au fur et à mesure des besoins, des devis prévisionnels de dépenses à engager. Les prestations correspondantes pourront être réalisées à partir d'un accord de l'assistant au maître d'ouvrage validé par le maître d'ouvrage.

Si en fin d'année le solde est créditeur, il est reporté sur l'année suivante. La dernière année, le S.I.A.P.I.A, l'assistant au maître d'ouvrage et l'exploitant conviendront de son affectation à la réalisation des travaux à effectuer 4 mois avant la fin du marché ou la somme restante sera déduite des dernières situations.

L'exploitant tiendra l'inventaire de toutes les opérations de renouvellement effectuées pendant la durée du marché.

En revanche, les dépenses éventuelles de renouvellement et de gros entretien sur ouvrages de génie civil (telles que reprises de béton, réfection de couverture, réfection d'étanchéité et d'enduits etc...) sont à la charge du SIAPIA.

Lors de maintenances particulières (se déroulant éventuellement sur plusieurs jours), un programme des opérations sera rédigé par le Titulaire et transmis pour validation à la Maitrise d'Ouvrage au minimum 2 semaines avant le début de l'intervention. Une fois la maintenance réalisée, un bilan du déroulement des opérations sera rédigé et transmis à la Maitrise d'Ouvrage.

Les réfections suite à une dégradation du Titulaire seront à sa charge.

PROGRAMMATION DE RENOUVELLEMENT

Dans un délai de deux mois suivant la notification du marché, le Titulaire proposera un programme prévisionnel de travaux de gros entretien et de renouvellement pour la durée du marché (préalablement défini dans son offre), qui devra être validé à chaque prestation par la Maitrise d'Ouvrage.

Dans un délai de deux mois suivant la fin de chaque exercice, le Titulaire remettra à la Maitrise d'Ouvrage un compte- rendu auquel sera adjoint un état détaillé et nominatif des opérations réalisées pendant l'exercice précédent, au titre de la maintenance. Il remettra également le programme détaillé et nominatif et le planning prévisionnel des opérations et prestations de renouvellement qu'il envisage de réaliser sur le prochain exercice pour l'ensemble des ouvrages du système d'assainissement. Les documents transmis identifieront les opérations de maintenance de la station d'épuration de celles du système de transport et de collecte (postes/réseaux).

Le Titulaire tiendra à jour l'inventaire valorisé des installations et de tous les renouvellements effectués dans l'année et le transmettra chaque fin d'année au maître de l'ouvrage.

Le titulaire adressera mensuellement un tableau d'utilisation du fond de renouvellement

De plus, 6 (six) mois avant la fin du marché, un bilan général du fond de renouvellement sera adressé par le Titulaire à la Maitrise d'Ouvrage permettant d'établir le solde résultant sur la durée du marché. Si le solde est créditeur, les sommes provisionnées au fond de renouvellement non utilisées seront restituées par le Titulaire à la Maitrise d'Ouvrage.

Les travaux non prévus dans le cadre du présent marché, notamment les travaux de renforcement ou de mise en conformité, les grosses réparations et renouvellement des bâtiments, d'ouvrages de génie civil ou ouvrage acier, des canalisations enterrés, des voiries et des clôtures, seront attribués conformément aux textes relatifs à la commande publique.

e. Astreinte

En cas de dysfonctionnement, le Titulaire doit, de jour comme de nuit, même les jours fériés, assurer une permanence lui permettant de recevoir les demandes téléphoniques d'intervention d'urgence.

Le personnel d'astreinte doit intervenir dans un délai maximum deux heures sur la station d'épuration à compter de l'appel, soit de la téléalarme, soit des services de la Maitrise d'Ouvrage ou d'un riverain signalant une anomalie.

Tous les ans, le registre des réclamations, reçu par le Titulaire dans le cadre du présent marché, sera intégré au rapport technique annuel.

Il devra décrire l'organisation de l'astreinte : 1er et 2ème niveau d'encadrement, les moyens, les conditions, les noms des personnes d'astreinte et leurs coordonnées téléphoniques professionnelles, ...

En cas de dysfonctionnement constituant une situation d'urgence ou de crise, le personnel d'astreinte préviendra la Maitrise d'Ouvrage selon la liste des numéros d'urgence qui lui aura été préalablement transmise.

Pour chaque modification du système de téléalarme, l'accord de la Maitrise d'Ouvrage sera demandé au préalable. Le Titulaire transmet à la Maitrise d'Ouvrage sous 15 jours la liste des alarmes mise à jour avec leurs paramétrages.

f. Contrôles réglementaires

Le Titulaire aura la charge des contrôles imposés par la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité.

Ces contrôles devront être réalisés par des organismes agréés par l'Etat et indépendant du Titulaire selon la fréquence réglementaire et concernant notamment :

- Le contrôle réglementaire des appareils à pression ;
- Le contrôle réglementaire de toutes les installations électriques ;
- Le contrôle vibratoire des équipements tournants ;
- Le contrôle réglementaire des installations de levage et de manutention ;
- Le contrôle réglementaire des installations de protection incendie ;
- Le contrôle des équipements de sécurité collective et individuelle ;
- Et tout autre contrôle rendu obligatoire par la législation.

Un planning des contrôles réglementaires sera transmis à la Collectivité au plus tard un mois après le début de l'exercice. Un exemplaire de chaque compte-rendu sera transmis à la Collectivité au plus tard un mois après le contrôle.

g. Gestion des déchets

Pour le traitement des déchets issus de l'exploitation du système d'assainissement du territoire, les filières de valorisation devront être privilégiées.

L'évacuation et le traitement des sables, boues, déchets de curage et de pompage, refus de dégrillage, déchets verts, DEEE, huiles ou graisses usagées, DIB, cartons et l'ensemble des déchets issus de l'exploitation des installations sera assuré par le Titulaire selon la réglementation en vigueur.

Un registre des déchets sortants sera tenu à jour par le Titulaire. Il comprendra l'ensemble des informations exigées par la réglementation en vigueur et les volumes seront consignés dans le journal d'exploitation.

L'ensemble des déchets ou sous-produits issus du système d'assainissement fera l'objet d'un Bordereau de Suivi de Déchet dont un exemplaire sera remis à la Maitrise d'Ouvrage.

Le Titulaire établira une procédure de tri et de valorisation de l'ensemble des autres déchets.

Dans un délai de deux mois après la notification, le Titulaire devra fournir à la Maitrise d'Ouvrage les récépissés des déclarations des transporteurs, les Certificats d'Acceptation Préalable des déchets (CAP) ainsi que les arrêtés d'autorisation des différents centres de traitement en cours de validité. Ces documents seront à retransmettre à chaque modification de transporteur ou d'installation de destination et également à chaque renouvellement de CAP.

h. Entretien des espaces verts

Le Titulaire assurera l'entretien des espaces verts sur le périmètre de la station d'épuration et des bassins d'orage, dans le respect de la politique zéro-phytosanitaires imposée aux personnes publiques par la loi (loi n° 2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national codifiée sur ce point précis à l'article L253-7 du Code rural et de la pêche maritime).

Les prestations comprennent :

- Espaces engazonnés :
 - o Tonte et ramassage du gazon de mars à octobre, deux fois par mois pour la STEU et sur une largeur de 1.50m sur toute la périphérie extérieure de la STEU ;
 - o Découpe des bordures de pelouse, deux fois par an ;
 - o Epandage d'engrais organique, deux fois par an ;
 - o Suppression des mousses sur les espaces engazonnés.
- Allées, espaces stabilisés et imperméabilisés :
 - o Désherbage des espace à chaque passage (allées, tour des bâtiments...) ;
 - o Suppression des mousses sur les allées ;
- Arbres, arbustes et haies :
 - o Taille des haies et arbustes deux fois par an (un passage en mai/juin et un entre septembre et novembre) ;
 - o Elagage des arbres, une fois pendant la durée du contrat ;
 - o Façonnage de cuvettes au pied des arbres et arbustes ;
 - o Epandage d'engrais organique et mise en œuvre d'un substrat végétal en pied d'arbre/arbuste.

Pour la station d'épuration, les feuilles d'arbres tombées à l'automne seront systématiquement ramassées et évacuées entre octobre et décembre (toitures comprises).

Tous les déchets issus de l'entretien des espaces verts seront valorisés autant que possible ou, par défaut, évacués dans des centres agréés et feront systématiquement l'objet de Bordereaux de Suivi de Déchets dûment remis mensuellement à la Collectivité.

En tout état de cause, le Titulaire devra s'assurer que les espaces sont propres et sécurisés.

ARTICLE 9 - GESTION DES POSTES DE REFOULEMENT

a. Principes généraux

Le Titulaire assure la gestion technique complète des trois postes de refoulement et notamment :

- L'entretien, la surveillance et l'exploitation courante des ouvrages, le curage des ouvrages
- Les interventions curatives en heures ouvrées
- Les interventions curatives en astreinte que le Titulaire met en place sur la collectivité pour assurer la continuité du service public 7j/7-24h./24
- La mise en œuvre de l'autosurveillance selon MAS
- Les analyses de suivi d'H2S au droit des postes de refoulement
- La maintenance des équipements électromécaniques
- Le renouvellement des équipements hydrauliques et électromécaniques,

- La réparation localisée d'ouvrage et mises en peinture
- La gestion des sous-produits (produits de curage, sables) et leurs traitements en filières agréés
- Les contrôles de conformité réglementaires (électrique, levage, incendie, etc.)

Le Titulaire prend à sa charge tous les frais inhérents à l'exécution de sa mission, notamment :

- Les dépenses de personnel d'exploitation et d'entretien-maintenance et charges accessoires ;
- Les dépenses de sous-traitance le cas échéant ;
- Les dépenses de téléphones propres à ses besoins ;
- Les dépenses liées à l'informatique ;
- Les dépenses d'approvisionnement en énergie électrique (part fixe, les consommations sont rémunérées sur la base d'un prix unitaire) ;
- Les consommations d'eau potable et des taxes liées à ces consommations ;
- Les fournitures de tous les matériels, pièces de rechange et d'usure, nécessaires à la bonne exécution de sa mission comprenant ;
- L'entretien et la maintenance des niveaux 1, 2 et 3 ;
- Le renouvellement et le gros entretien des niveaux 4 et 5 ;
- Les assurances ;
- L'approvisionnement de petit matériel, d'outillage et de fournitures de bureau ;
- Les frais de contrôles réglementaires, les frais d'analyses ;
- Les frais d'évacuation et de traitement des boues et résidus de prétraitement en filière agréés.

Le Titulaire perçoit une rémunération forfaitaire en contrepartie des prestations mises à sa charge.

D'un point de vu général, les charges de gestion des postes de refoulement qui ne sont pas rémunérées au Titulaire sur une base unitaire, sont intégrées au forfait de gestion.

b. Installations de télégestion/télésurveillance, réception et gestion des alarmes

Le titulaire doit disposer des outils informatiques appropriés afin de pouvoir recevoir, traiter et archiver les données issues de ces installations. Il ne peut modifier les solutions informatiques qu'il utilise sans l'accord préalable explicite de la Maitrise d'Ouvrage. Il assure le paramétrage de ses équipements pour recevoir en temps réel les données produites sur l'ensemble des sites couverts par le présent marché.

Lors du déclenchement d'une alarme, le titulaire intervient dans le délai contractuel, afin notamment d'assurer la continuité du service. Il est alors tenu soit d'effectuer l'entretien et les réparations réalisables sur place si elles relèvent de ses obligations établies par le présent marché, soit d'informer sans délai la Maitrise d'Ouvrage afin qu'elle décide des éventuelles suites à donner.

Cette obligation d'intervention et de compte-rendu s'applique 7j/7, 24h/24 et 365 jours par an.

c. Tournées d'exploitation

Le Titulaire assure en permanence la surveillance de l'état général et du bon fonctionnement des ouvrages visés à l'ARTICLE 3 -

Pour cela, il organise une présence de terrain suffisante pour lui permettre d'exécuter correctement le présent marché, notamment par le biais de visites régulières de la totalité des ouvrages et des sites du service. Il est de sa responsabilité de déterminer la fréquence de ces visites, adaptée selon les sites, de les planifier et de les effectuer.

S'il constate une dégradation des ouvrages ou un risque que cela se produise, que cela soit dû à l'usage normal des équipements ou à toute cause extérieure (intrusions, vandalisme, etc.), il est tenu à une obligation d'information écrite de la Maitrise d'Ouvrage.

Le Titulaire réalise à sa charge le curage préventif des bâches de poste de refoulement 2 fois par an.

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des analyses nécessaires au suivi des taux d'H₂S (autocontrôle annuel à minima sur chacun des postes), notamment au droit des postes de refoulement.

d. Exploitation en entretien des postes de relèvement

La prestation d'exploitation de chaque poste comprend :

- L'entretien et le nettoyage des locaux techniques, des abords et voiries privatives des postes, des clôtures, des portails, des portes et serrurerie d'accès aux ouvrages, des potences, des échelles, des gardes corps, les peintures de protection des équipements, les petites reprises de maçonnerie liées aux équipements et trappes d'accès et toutes autres tâches nécessaires au fonctionnement normal ;
- Les portails, gardes corps métalliques ou autres équipements de chaudronnerie en acier peint devront être repeints une fois tous les deux ans. Le génie civil des postes devra être repeint une fois tous les quatre ans. Ces travaux de peinture devront être réalisés selon les règles de l'art ;
- L'extraction des produits de dégrillage et leur évacuation (pour les postes qui en sont équipés ou pour ceux qui en seront pourvus, la fréquence du nettoyage des paniers de dégrillage des paniers est hebdomadaire) ;
- La surveillance des rejets en milieu naturel (déversoir d'orage, trop plein, etc.) ;
- L'entretien des clapets de non-retour sur les déversoirs d'orage ;
- La traçabilité des sous-produits évacués lors des nettoyages de cuves des postes (fourniture des bordereaux de suivi) ;
- La mise à jour de l'inventaire, des documents et notices techniques des fournisseurs, des notices d'exploitation pour tous les matériels modifiés ou remplacés ;
- L'entretien et la maintenance de tout appareil de mesure (débitmètres, ...).

Les prestations de curage hydrodynamique des cuves des postes comprennent :

- Le dégrillage des paniers et l'évacuation des déchets de dégrillage ;
- Le nettoyage des parois et du fond des cuves et le pompage des matières ;
- L'évacuation, le transport et le traitement obligatoire des produits issus du pompage des bâches vers un centre de traitement agréé ;
- Les rapports d'interventions ;
- Le système de dérivation des effluents pendant les travaux de pompage ;
- Le balisage et les équipements de sécurité routière conformes à la réglementation ;
- Les équipements de sécurité des personnels (détecteurs H₂S, ...) conformes à la réglementation ;
- La vérification des équipements mécaniques (pompes, tuyauterie de refoulement, pied d'assise et fixation) ;
- La vérification des trappes, systèmes antichute, des échelles de descente à la bêche ;
- La vérification du système de mesure de niveau des effluents dans la bêche ;
- L'aspect de l'effluent.

e. Maintenance des installations

Le Titulaire prend en charge la maintenance des installations dans les mêmes conditions que celles définies à l'ARTICLE 8 –

f. Astreinte

Le Titulaire prend en charge les interventions en astreinte dans les mêmes conditions que celles définies à l'ARTICLE 8 –.

g. Contrôles réglementaires

Le Titulaire prend en charge les contrôles réglementaires dans les mêmes conditions que celles définies à l'ARTICLE 8 –

ARTICLE 10 - ACCOMPAGNEMENT A LA GESTION DU SERVICE PUBLIC

a. Principes généraux

Le Titulaire prend en charge la gestion technique complète du service et accompagne la Maîtrise d'Ouvrage dans la gestion administrative et clientèle du service public par :

- Le reporting trimestriel technique et financier d'exploitation du service
- Le reporting temps réel du service par la mise à disposition de la Maitrise d'Ouvrage d'un outil de suivi des principaux indicateurs techniques et financiers du service
- Les préconisations d'amélioration et de pérennisation du patrimoine du service par la fourniture annuelle de préconisations d'évolution du service (travaux à engager, équipements à renouveler, études à mener, optimisation énergie électrique, etc.)
- La veille législative et réglementaire sur les services d'assainissement collectif et la fourniture à la collectivité de préconisation d'évolution du service pour en tenir compte
- La participation aux réunions intéressant le service et sur demande de la Maîtrise d'Ouvrage
- La réponse aux demandes d'information techniques et financières de la Maitrise d'Ouvrage et de tous tiers intéressés à la gestion du service (DREAL, agences de l'eau, etc.)
- La saisie mensuelle des données d'autosurveillance SANDRE
- La saisie annuelle des données SISPEA
- La gestion de crises pour le compte de la Maitrise d'Ouvrage, le cas échéant
- La mise à jour du MAS

Le Titulaire prend à sa charge tous les frais inhérents à l'exécution de sa mission, notamment :

- Les dépenses de personnel
- Les dépenses informatiques de mise à disposition d'un outil de suivi de service, accessible par la Maitrise d'Ouvrage (y compris charges de sous-traitance ou d'abonnements, le cas échéant)

b. Communication entre le Titulaire et la Maitrise d'Ouvrage

Le Titulaire s'engage à tenir informée la Collectivité des conditions de fonctionnement des postes et de la station d'épuration et à signaler tout incident ou difficulté de nature à mettre en cause l'exécution de sa mission ou les performances de collecte, de transport ou de traitement.

Le titulaire participera à une réunion mensuelle avec le maître de l'ouvrage et son AMO.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra signaler tous les problèmes d'exploitation, de maintenance et de traitement rencontrés. La Collectivité et son représentant aura libre accès aux installations et pourra à tout moment vérifier l'application des dispositions du marché et émettre des avis dans le domaine de la gestion.

Les réunions mensuelles seront organisées dans les locaux de la STEU de l'Isle Adam entre les représentants du marché de la Collectivité et du Titulaire (exploitation et encadrement). Elle reprendra les événements particuliers, les problèmes d'exploitation et de maintenance rencontrés. Un compte-rendu sera établi à l'issue de chaque réunion par la Collectivité.

c. Comptes-rendus d'exécution de l'exploitation - Documents

Les documents d'exploitation et les rapports à remettre par le Titulaire aux périodicités ci-dessous seront d'un modèle contractuel validé par la Maitrise d'Ouvrage permettant à celle-ci d'effectuer le contrôle du fonctionnement des clauses contractuelles et d'établir le rapport annuel sur le prix de l'eau et la qualité du service d'assainissement et les déclarations aux organismes de contrôle.

Le Titulaire transmettra à la Maitrise d'Ouvrage, tous les rapports de contrôle des organismes agréés au plus tard 1 mois après le contrôle. Aucune non-conformité devra y apparaître, dans l'hypothèse où une non-conformité apparaîtrait le titulaire devra la faire lever et faire repasser l'organisme de contrôle qui éditera un nouveau rapport sans observations.

La mise en place de ces dispositions doit permettre à la Maitrise d'Ouvrage d'être en conformité avec la réglementation en vigueur et d'améliorer l'exploitation du système de collecte et de traitement des eaux usées et des boues d'épuration par la mise en relation des informations issues de l'ensemble des intervenants sur le service d'assainissement.

JOURNAL D'EXPLOITATION

Le Titulaire tient, sous forme de fichier informatique ET sous format papier (version papier disponible sur le site de la station et sur chaque poste), un journal d'exploitation pour la station et pour chaque poste de relevage, tenu à la disposition de la Collectivité et des organismes de contrôle. Ce document portera quotidiennement mention de tous les événements et incidents survenus sur l'ouvrage ainsi que les mesures préventives et correctives prises.

Y sont consignées au moins les informations suivantes :

- Volumes entrants et sortants ;
- Les quantités des sous-produits, leurs destinations ainsi que les pièces justificatives ;
- Les consommations d'énergie électrique, d'eau potable et industrielle ;
- Les relevés de fonctionnement (temps de marche) des principaux équipements ;
- Les consommations de chaque réactif ;
- L'ensemble des anomalies rencontrées (fuites, odeurs, bruits suspects...) ;
- Les alarmes reçues ;
- Les changements de paramétrage des équipements ;
- Les interventions d'entretien et de maintenance ;
- Les analyses de boues (valeur agronomique, siccité, composés traces organiques, éléments traces métalliques) ;
- Les volumes et la concentration de boues extraites de chaque ouvrage de la filière eau et déshydratées et évacuées, les bons d'évacuation de boues ainsi que les pièces justificatives ;
- Les interventions d'entretien et de maintenance ;
- Les observations sur la qualité des boues évacuées ;
- Etc.

COMPTE RENDU TECHNIQUE ET FINANCIER ANNUEL

A l'issue de chaque exercice, un bilan d'exploitation technique et financier du service sera rédigé par le Titulaire. Ce compte-rendu technique est remis au plus tard le 28 février de l'année suivant l'exercice écoulé sous version informatique et papier.

Le Titulaire produit le rapport technique et financier selon le formalisme du modèle joint à l'offre du Titulaire.

d. Mise à disposition d'un outil informatique de suivi de l'exploitation du service

Le Titulaire met à disposition de la Maitrise d'Ouvrage dans un délai maximum de 3 mois après le démarrage du marché un outil informatique accessible en ligne lui permettant de suivre l'exploitation du service. L'outil doit permettre à minima :

De stocker et lire les éléments contractuels du marché
De stocker et lire l'ensemble des rapports transmis à la Maitrise d'Ouvrage (autosurveillance, rapports annuels techniques et financiers, curage, inventaires valorisés, etc.)
De visualiser les interventions programmées à venir

Chapitre 3. – Prestations unitaires

ARTICLE 11 – SUIVI DU MILIEU NATUREL EN AMONT ET AVAL DU POINT DE REJET DE LA STEU

Réalisation annuelle du suivi du milieu naturel des rejets du système d'Assainissement en faisant une mesure annuelle sur l'Oise de la qualité physico-chimique et biologique (Article 18 – Pavé II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015 joint au présent appel d'offre)

ARTICLE 12 – DIAGNOSTIC PERMANENT

Fourniture des données et mise à jour annuel réglementaire du Diagnostic Permanent, la première mise à jour se fera avant le 31/12/2025 puis chaque année avant le 31-12. Un bilan annuel de ce diagnostic permanent sera ensuite à transmettre à la Police de l'Eau au format souhaité.

ARTICLE 13 - ANALYSE DES RISQUES DE DEFAILLANCE

Mise à jour annuel et transmission à la Police de l'Eau de l'Analyse de Risques de Défaillance déjà réalisée sur la STEP avant le 31/12/2025 pour la première mise à jour puis avant le 31/12 de chaque année.

ARTICLE 14 - DEPENSES ENERGETIQUE (Electricité, eau potable, téléphonie etc...)

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des dépenses énergétiques du service (station d'épuration et postes), y compris toutes sujétions contractuelles associées avec le fournisseur de son choix.

Le Titulaire remet chaque année à la Maitrise d'Ouvrage un bilan énergétique par point de livraison. Il préconise chaque année à la Maitrise d'Ouvrage les mesures visant à maîtriser/limiter la consommation énergétique du service.

ARTICLE 15 - ALIMENTATION EN REACTIFS

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des dépenses d'approvisionnement en réactifs nécessaires à l'exploitation du service et notamment :

- Le Chlorure ferrique
- Le Polymère

ARTICLE 16 - TRANSPORT ET VALORISATION DES BOUES

Dans un souci de développement durable, la Collectivité demande à :

- valoriser ses boues par compostage ;
- que l'épandage agricole du compost soit contrôlé afin de protéger les milieux aquatiques ;
- limiter le transport de la matière première (boues) et du produit de transformation (compost).

A cet effet, le Titulaire du marché devra disposer d'une ou plusieurs plates-formes de compostage et

d'arrêtés préfectoraux d'autorisation ou de déclaration au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le Titulaire du marché aura en charge :

- Le transport des bennes jusqu'au centre de compostage ;
- Les analyses réglementaires des boues ;
- Le traitement des boues par compostage ;
- Le suivi et le contrôle de l'utilisation du compost (épandage contrôlé).

ARTICLE 17 - CURAGE DU DERVERSOIR D'ORAGE

Le Titulaire remet à la Maitrise d'Ouvrage au début de chaque nouvel exercice et avant le 28 février de l'année N, le programme de curage préventif qu'il propose de mettre en œuvre.

Toute opération de curage préventif effectuée et qui ne serait pas inscrite au programme ne donnera pas lieu à rémunération.

L'entretien et le nettoyage du déversoir d'orage comporte :

- Les démarches administratives ;
- L'amenée et le repliement du matériel nécessaire au curage hydrodynamique et au pompage des déchets ;
- L'ouverture des tampons de visite des canalisations ;
- Le nettoyage et le curage du déversoir d'orage à l'aide d'engins appropriés (haute pression 150 bars) ;
- Le nettoyage des regards de visite ;
- Le balisage et les équipements de sécurité des personnels (détecteurs H2S, ...) conformes à la réglementation ;
- L'évacuation et le transport des produits issus du curage vers un centre de traitement agréé ;
- Rédaction d'un rapport d'intervention.

ARTICLE 18 - ENTRETIEN DES OUVRAGES DE DEBOUCHE

Le Titulaire remet à la Maitrise d'Ouvrage au début de chaque nouvel exercice et avant le 28 février de l'année N, le programme préventif qu'il propose de mettre en œuvre.

Toute opération préventive effectuée et qui ne serait pas inscrite au programme ne donnera pas lieu à rémunération.

L'inspection, l'entretien et le nettoyage des ouvrages de débouché comporte :

- Une visite périodique (tous les quinze jours) pour s'assurer du bon fonctionnement des ouvrages et procéder à d'éventuelles interventions simples de nettoyage ou d'entretien
- Le curage à blanc des débouchés et le nettoyage complet des abords pouvant comprendre leur défrichage le cas échéant deux fois par an.

Le prix comprend notamment :

- L'amenée du matériel nécessaire à l'exécution des prestations et son repliement après achèvement de ces dernières ;
- La signalisation temporaire du chantier ;
- Le curage à blanc de l'ouvrage de débouché ;
- Le pompage et l'évacuation des produits de curage y compris les droits en décharge ;
- Le pompage, l'évacuation et le traitement des sables et des produits nocifs dans un centre de traitement spécialisé ;

- La fourniture des documents justifiant les lieux de l'élimination de chaque type de déchet ou de produit qui seront joints aux bons d'élimination.

Chapitre 4. – Autres dispositions

ARTICLE 19 - CAS DE FORCE MAJEUR

Est considéré comme cause de suspension et d'exonération des garanties de traitement prévues au marché :

- Tout événement, non imputable au Titulaire, qui nécessiterait l'arrêt de tout ou d'une partie d'une filière de traitement de la station et que le Titulaire n'aurait pas eu la possibilité matérielle d'arrêter
- Tout événement extérieur ou indépendant de la volonté du Titulaire susceptible de perturber le fonctionnement des installations ou d'en induire l'arrêt, empêchant l'exécution du marché dans les conditions normales et attendues, notamment s'agissant des objectifs garantis prévus dans le présent C.C.T.P

Dans de telles circonstances, le Titulaire n'est pas tenu pour responsable de la non-exécution de l'une de ses obligations, mais il s'engage à agir au mieux pour assurer le fonctionnement optimum de la station d'épuration. Notamment, son obligation de qualité de l'effluent rejeté sera suspendue.

En cas d'inondation des installations, le Titulaire sera tenu, après constat de la situation, d'en informer la Maitrise d'Ouvrage et de lui présenter les mesures d'urgence et de sauvegarde qu'il se propose de prendre.

Sauf cas d'urgence, l'arrêt de la station d'épuration ne peut être décidé que par la Maitrise d'Ouvrage, sur proposition écrite du Titulaire.

ARTICLE 20 - EXCLUSION DU BENEFICE DU CAS DE FORCE MAJEURE

Ne sont pas considérés comme cas de force majeure :

- Les événements internes au Titulaire tel que négligence, effectifs insuffisants pour quelque cause que ce soit ;
- Les pannes résultant d'un manquement à l'entretien ou à une mauvaise manœuvre du personnel du Titulaire.

Le Titulaire est tenu au maintien et à la continuité du service afin de préserver le milieu naturel et l'environnement de toute pollution issue des ouvrages du système d'assainissement.

A cet effet, il soumettra à la Maitrise d'Ouvrage, dans un délai de trois mois suivant la notification, des modes opératoires de situations d'urgence de l'ensemble du système d'assainissement, précisant les dispositions et moyens à mettre en œuvre pour faire face aux incidents prévisibles tels que coupure d'électricité, incendie, pollution des eaux brutes, panne d'équipement, ..., entraînant un fonctionnement en mode dégradé de tout ou partie des équipements.

ARTICLE 21 - DOCUMENTATION TECHNIQUE DES SERVICES

La Maitrise d'Ouvrage mettra à disposition du Titulaire du marché la documentation technique suivante pour l'exécution du marché :

- Plans des ouvrages disponibles

- Plans de réseau selon les formats disponibles (dwg, pdf, papier selon les AA)
- Manuels d'autosurveillance
- Arrêtés préfectoraux
- Journaux techniques et bilans de fonctionnement
- etc.

ARTICLE 22 - ANNEXES

- Manuel d'autosurveillance 2024
- Le rapport d'analyse des risques de défaillance du système d'assainissement 2024
- Scénario SANDRE 2024
- Rapport annuel du délégataire 2023
- Bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement 2023
- Rapport en manquement administratif 2024 et réponse
- Schéma point Sandre
- Inventaire valorisé des équipements

ARTICLE 23 - TEXTES REGLEMENTAIRES APPLICABLES ANNEXES

Les principaux textes réglementaires s'appliquant à cette activité sont :

- La loi n°79.595 du 13 juillet 1979, relative à l'organisation du contrôle des matières fertilisantes et des supports de culture ;
- Le décret 53.578 du 20 mai 1953 modifié et complété fixant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour application de l'environnement ; reprise au Code de l'Environnement, livre V, titre 1^{er} ;
- Le décret 77.1141 du 12 octobre 1997 pris pour application de l'article 2 de la loi 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, repris au Code de l'Environnement, livre I, titre II ;
- L'arrêté du 17 août 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau et émission des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- L'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation. ;
- L'arrêté préfectoral du 2 août 2001 abrogé par celui du 29 avril 2002.
- La réglementation européenne, directive du 24 mai 2000.
- L'arrêté préfectoral du système d'assainissement du 4 novembre 2022 spécifique à Champagne-sur-Oise
- L'arrêté préfectoral du 08 avril 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire de 2017,
- L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 abrogé par l'arrêté ministériel du 30-07-2020.

Vu et accepté par l'opérateur économique soussigné, le